

Appel à Manifestation d'Intérêt Industrie du Futur

Vous êtes invité à consulter attentivement le cahier des charges de l'Appel à Manifestation d'Intérêt avant de compléter ce dossier : lien [ici](#)

Secteur d'activité de l'entreprise candidate

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Industrie | <input type="checkbox"/> Artisanat de production |
| <input type="checkbox"/> Industrie agro-alimentaire | |

Thématiques du Projet

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Automatisation de l'outil de production | <input type="checkbox"/> Procédés avancés de production |
| <input type="checkbox"/> Organisation industrielle | <input type="checkbox"/> Qualité produit |
| <input type="checkbox"/> Numérisation | <input type="checkbox"/> Opérateur du Futur |
| <input type="checkbox"/> Optimisation des consommations | |

Nature du Projet

- Phase de diagnostic – Etude de Faisabilité (volet 1)
- Phase d'intégration et de test (volet 2)
- Phase de déploiement opérationnel (volet 3)

Cadre réservé à la Région

Date de réception de la demande :
Réfèrent Expert/Agence Régionale :

Pièces constitutives du dossier

Pour être considéré comme complet, le dossier de demande d'aide doit être constitué des documents suivants (les documents à renseigner sont numérotés et les modèles joints).

I DOCUMENTS A RENSEIGNER

- Document n° 1 : Lettre de demande (sur papier à entête de l'entreprise)
- Document n° 2 : Fiche signalétique de l'entreprise
- Document n° 3 : Présentation de l'entreprise
- Document n° 4 : Présentation du programme de modernisation
- Document n° 5 : Déclaration relative aux aides « de minimis »

II DOCUMENTS A JOINDRE

- Extrait d'immatriculation au Registre du Commerce ou au Répertoire des Métiers datant de moins de 3 mois
- Liasses fiscales complètes des deux derniers exercices
- Relevé d'identité bancaire ou postal
- En cas de lien avec un groupe d'entreprises : un organigramme juridique (*précisant les pourcentages de participations, ainsi que la raison sociale, la localisation, l'effectif, le chiffre d'affaires et le total du bilan de chaque entreprise*)
- Eventuellement, plaquette commerciale ou tout autre document jugé nécessaire ou utile à la bonne compréhension du dossier

Votre dossier doit être envoyé avant l'engagement du programme qui fait l'objet de votre demande d'aide en deux exemplaires :

- l'un par courrier à l'adresse ci-dessous :

REGION PAYS DE LA LOIRE
AMI « Industrie du Futur »
Direction Entreprises et Innovation – Pôle Industrie
1, rue de la Loire - Hôtel de la Région
44966 NANTES CEDEX 9

- l'autre par voie électronique à industriedufutur@paysdelaloire.fr.

Seuls les dossiers complets feront l'objet d'un accusé de réception des services de la Région. La date d'envoi de ce courrier marque le début de l'engagement possible du programme faisant l'objet de votre demande d'aide. Cette autorisation ne préjuge pas de l'attribution de l'aide demandée.

Pour tout renseignement complémentaire, vous pouvez contacter le pôle Industrie de la Direction Entreprises et Innovation au 02.28.20.56.70.

Document n° 1 : Lettre de demande (sur papier à en-tête)

A _____, le

Monsieur le Président du Conseil régional,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint un dossier de candidature dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt « Industrie du Futur ».

J'ai bien noté que ce dossier ne sera examiné que si tous les documents et renseignements demandés y sont joints et qu'un accusé de réception m'est adressé par vos services.

D'autre part, je certifie :

- que les renseignements fournis dans ce dossier sont exacts,
- que mon entreprise remplit les conditions d'éligibilité précisées dans le cahier des charges du présent Appel à Manifestation d'Intérêt,
- que mon entreprise est à jour de ses obligations fiscales, sociales, sanitaires et environnementales,
- ne pas avoir engagé le programme qui fait l'objet de ma demande d'aide,
- avoir, le cas échéant, clairement précisé dans le dossier les autres aides publiques sollicitées pour ce programme.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président du Conseil régional, l'assurance de ma considération distinguée.

Le représentant légal de l'entreprise,
(Civilité, nom, prénom, fonction, signature et cachet de l'entreprise)

Document n° 2 : Fiche signalétique de l'entreprise

Raison sociale :

Nom du contact dans l'entreprise et fonction :

Téléphone et mail du contact :

Site Internet :

Adresse complète du siège social :

.....

Si différente, adresse complète de l'établissement de mise en œuvre du projet :

.....

.....

Activité principale :

Forme juridique :

Code NAF :N° SIRET :

Date d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés :

Ou Date d'immatriculation au Répertoire des Métiers :

Effectif global (dont effectif CDI) sur le site :

Dirigeants :

Civilité, NOM et Prénom	Fonction	N° de téléphone et adresse mail

Capital social

Montant :€

Répartition :

Civilité, NOM et Prénom <u>ou</u> RAISON SOCIALE des actionnaires	Identité des actionnaires (<u>ex</u> : dirigeant, salarié, holding financière..)	% de parts

Lien avec un groupe ou d'autres entreprises : oui non (cochez la case correspondante)

Effectif global (dont effectif CDI) consolidé :

Chiffre d'affaires global :€

→ Rappel des documents à joindre si la réponse est positive : un organigramme juridique

Le cas échéant, autres établissements de l'entreprise :

Activité	Département	Commune	Effectif

Document n° 3 : Présentation de l'entreprise

(3 pages maximum – police calibri 12)

1. Historique succinct - Actionnariat
2. Activités – Savoir-faire
3. Marché – Principaux clients et concurrents
4. Avantages compétitifs actuels de l'entreprise – Outils mis en place pour la gestion de la production et de la qualité
5. Ressources humaines – Outils mis en place pour la gestion des moyens humains
6. Recherche et développement (moyens internes et externes)
7. Situation financière

Exercice	N-1	N (en cours)	N+1	N+2
CA				
dont CA export				
Résultat d'exploitation				
Résultat net				
Fonds propres				
Immobilisations corporelles				
Dettes < 5 ans				

Si nécessaire, bref commentaire sur les évolutions majeures (volumes, rentabilité....)

Document n° 4 : Présentation du projet de modernisation

(2 pages maximum – police calibri 12)

1. Stratégie et axes de progrès – Avantages compétitifs futurs à développer

2. Présentation simplifiée du projet de modernisation – Enjeux au regard de la stratégie de l'entreprise – Impacts économiques attendus sur l'entreprise et le territoire régional

Document n° 5 : Déclaration relative aux aides de minimis

Déclaration des aides publiques au titre des aides accordées sur la base du Règlement UE n°1407 / 2013 de la Commission Européenne du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de Minimis

Madame ou Monsieur

Agissant en qualité de

Représentant l'entreprise

Sollicitant une aide au titre des aides « de minimis » d'un montant de :euros

Pour la réalisation du projet suivant :

.....

.....

.....

J'atteste que le projet ne concerne pas directement :

- Le secteur de la pêche et de l'aquaculture
- La production primaire de produits agricoles énumérés à l'annexe I du traité CE
- Des activités liées à l'exportation vers des pays tiers ou des États membres, aides directement liées aux quantités exportées et des aides servant à financer la mise en place et le fonctionnement d'un réseau de distribution ou à d'autres dépenses courantes liées à l'activité d'exportation (ne sont pas concernées les foires commerciales et les activités de conseil et de service liées au lancement d'un nouveau produit)
- L'acquisition de véhicules de transport de marchandise par route.

Secteur d'activité de l'entreprise bénéficiaire de l'aide :

Déclare :

Les aides de minimis reçues ou en cours d'instruction auprès de la Région des Pays de la Loire, des autres collectivités territoriales, de l'Etat, de l'Union Européenne ou de leurs représentants sont :

Exercice fiscal	Nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide	Date de décision d'octroi de l'aide et organisme à l'origine de l'aide	Nature de l'aide	Objet de l'aide	Montant brut de l'aide ou Equivalent Subvention Brut
n-2					
n-1					
n					
Total					

Le champ de la présente déclaration couvre l'ensemble des entreprises liées à votre entreprise au sens du règlement du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de Minimis. Les aides de minimis à déclarer sont celles perçues par votre entreprise mais également celles de toutes les entreprises qui entretiennent avec votre entreprise au moins l'une des relations suivantes:

- a) une entreprise a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une autre entreprise;
- b) une entreprise a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une autre entreprise;
- c) une entreprise a le droit d'exercer une influence dominante sur une autre entreprise en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci;
- d) une entreprise actionnaire ou associée d'une autre entreprise contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette autre entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.

Si l'entreprise a fait l'objet d'une fusion ou d'une acquisition, les aides de minimis octroyées antérieurement à l'une ou l'autre des entreprises parties à l'opération doivent être déclarées. Si l'entreprise est issue d'une scission, les aides de minimis octroyées avant cette scission doivent être déclarées dans leur globalité si ces aides ont bénéficié aux activités reprises par votre entreprise. Si une telle allocation n'est pas possible, les aides de minimis à déclarer sont proportionnelles à la valeur comptable du capital social de l'entreprise nouvellement constituée à l'issue de la scission.

Montant total perçu au titre des aides de minimis (en toutes lettres) :

L'ensemble des aides de minimis doit être déclaré quelque soit leur objet ou leur nature y compris les aides versées sous forme d'un prêt, d'une garantie, d'un apport de capitaux publics ou capital-investissement, d'une avance remboursable..... Dans ces cas, le montant de l'aide doit être converti en équivalent subvention brut.

Déclaré le

A

Signature et cachet de l'entreprise